



Les métiers distancent l'université dans l'opinion

Les Canadiens et les Canadiennes sont deux fois plus susceptibles de conseiller à un jeune de suivre une formation dans un métier ou en apprentissage que de recommander un programme d'études universitaires général.

Le Canada fait face à [une pénurie de travailleurs](#) dans [les métiers spécialisés](#), due pour partie à une demande persistante sur le marché du travail stimulée par l'activité dans les secteurs de la construction, de la fabrication, des transports et des secteurs connexes, combinée au vieillissement de la population. On estime que [700 000 départs à la retraite](#) auront lieu d'ici 2028, tandis que les projections sectorielles anticipent la formation de 167 000 nouveaux apprentis au cours des cinq prochaines années.

Le système des métiers spécialisés couvre une diversité de professions essentielles à l'économie nationale, au développement des infrastructures et à la croissance. Le Canada reconnaît officiellement plus de 300 métiers

désignés, exercés par environ un travailleur canadien sur cinq. L'activité des métiers spécialisés est concentrée dans quelques d'industries — la fabrication, la construction, les transports, l'industrie de l'information et l'industrie culturelle, les services d'hébergement et de restauration, et les autres services — dont la contribution combinée s'élevait grosso modo à 29 p. 100 du produit intérieur brut (PIB) national en 2021.

Des travaux de recherche ont montré que le recrutement de jeunes dans les métiers spécialisés était partiellement entravé par des préjugés et des stéréotypes qui laissent entendre que les emplois dans ce secteur sont peu qualifiés et mal rémunérés, avec peu de possibilités d'avancement. Ils sont également très genrés, les femmes étant nettement sous-représentées. Les personnes qui travaillent dans le secteur des métiers au Canada [déclarent se sentir](#) dévalorisées et méprisées. Nombre de Canadiens et de Canadiennes sont mal renseignés sur ce secteur et ignorent, par exemple, que dans bien des cas, les gens de métier qualifiés gagnent davantage que les professionnels et qu'ils peuvent en outre [être rémunérés durant leur apprentissage](#) (c.-à-d.

commencer à gagner de l'argent tout en étant encore en formation). Ces dernières années, tous les ordres de gouvernement ont travaillé avec l'industrie, les syndicats et les éducateurs afin de faire l'article des métiers spécialisés. De nouvelles études donnent à penser que ces efforts pourraient s'avérer payants.

Programme de formation dans un métier axé sur l'emploi contre programme d'études universitaires général

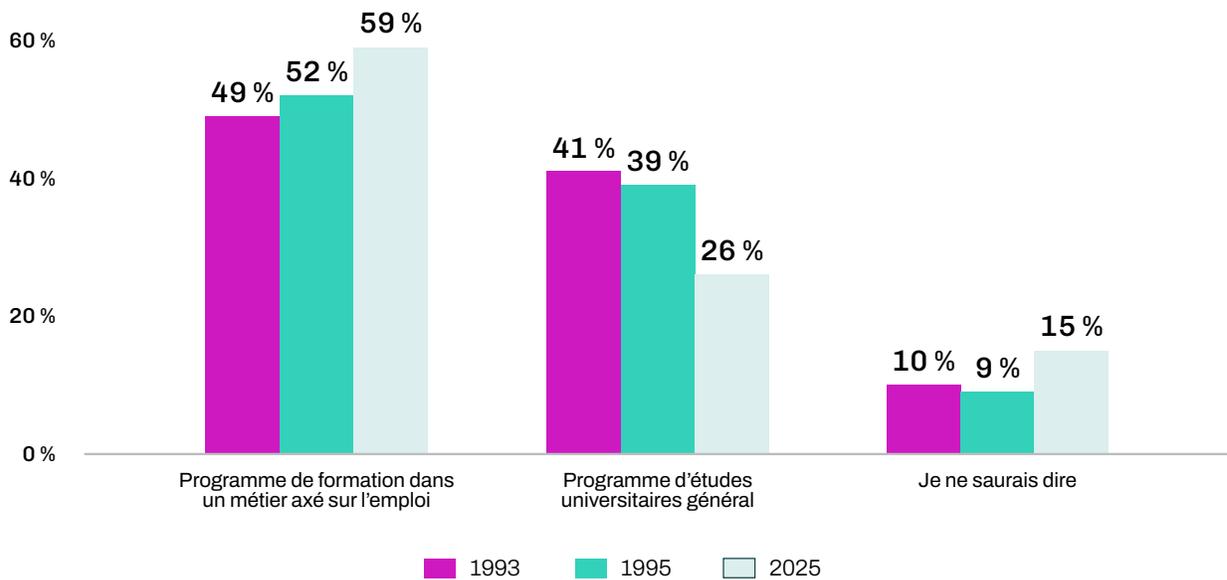
La dernière vague en date du Sondage sur l'emploi et les compétences a invité les Canadiens et les Canadiennes à se demander quels conseils ils donneraient à un jeune concernant son cheminement de carrière. Plus précisément, on leur a demandé s'ils encourageraient un jeune à s'inscrire dans un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage, ou dans un programme d'études universitaires général. Trois personnes sur cinq (59 p. 100) ont déclaré qu'elles encourageraient le jeune à opter pour un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers, soit une proportion deux fois plus élevée que celles qui recommanderaient un programme d'études universitaires général (26 p. 100). Les 15 p. 100 restants n'ont exprimé aucune des deux opinions.

Les graphiques du rapport principal présentent des versions simplifiées des données de l'enquête. Des versions plus détaillées des graphiques 2, 4, 5 et 6 sont disponibles en annexe.



GRAPHIQUE 1

Les Canadiens et les Canadiennes recommandent de plus en plus les métiers plutôt que l'université



Si un jeune vous demandait de l'aider à choisir entre un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage et un programme d'études universitaires général, quel parcours l'encourageriez-vous à suivre (en supposant que l'élève est capable de suivre les deux)?

Source pour 1993 et 1995 : Environics Focus Canada

Cette question avait été posée 30 ans auparavant dans deux sondages Environics Focus Canada. À l'époque, la formation dans un métier ou en apprentissage axée sur l'emploi avait également été préférée à un programme d'études universitaires général. Depuis 1995, cependant, la proportion de personnes privilégiant la formation dans un métier a progressé de sept points de pourcentage (de 52 à 59 p. 100), tandis que celle des personnes penchant pour un programme d'études universitaires général a chuté de 13 points (39 à 26 p. 100). La proportion de personnes n'exprimant aucune opinion a augmenté (de 9 à 15 p. 100).

Comme on pouvait s'y attendre, la proportion de personnes préférant la formation dans un métier ou en apprentissage axée sur l'emploi en 2025 est supérieure

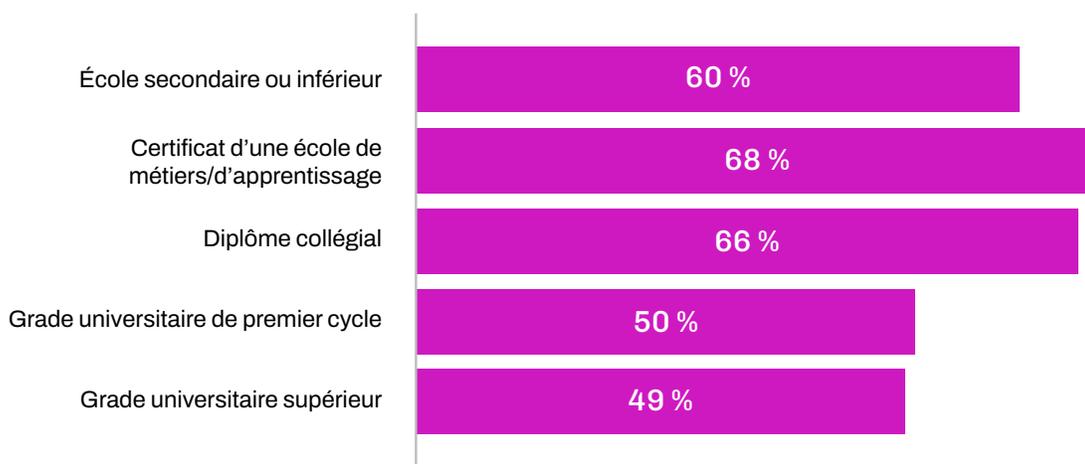
parmi celles qui ne sont pas elles-mêmes titulaires d'un grade universitaire. À titre d'exemple, 68 p. 100 des personnes qui suivent une formation dans un métier ou en apprentissage conseilleraient à un jeune de choisir ce type de formation plutôt qu'un programme d'études universitaires général. Cependant, les diplômés universitaires aussi sont plus susceptibles de recommander une formation dans un métier plutôt qu'un diplôme d'études universitaires général; cette préférence est affichée par 50 p. 100 des personnes titulaires d'un grade de premier cycle et 49 p. 100 de celles titulaires d'un grade supérieur. En comparaison, elles sont respectivement 36 et 38 p. 100 à recommander un diplôme d'études universitaires général, montrant une nette préférence de +14 points de pourcentage en faveur des métiers.

GRAPHIQUE 2

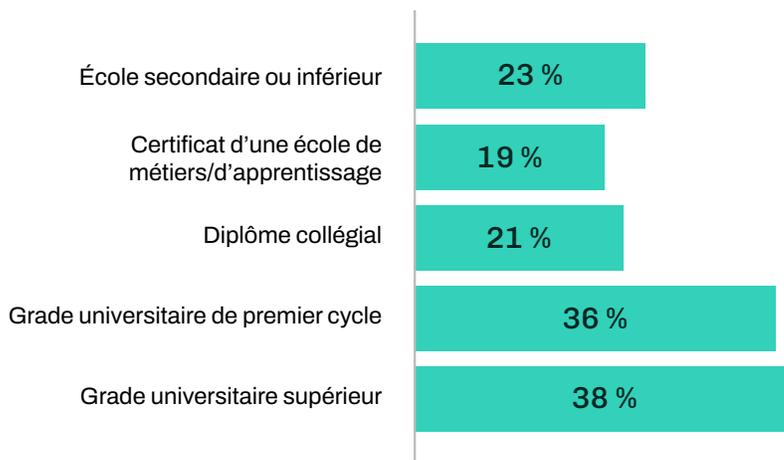
L'adhésion à l'égard des programmes de formation dans un métier est forte quel que soit le niveau d'études

2025, selon le niveau d'études

■ Programme de formation dans un métier axé sur l'emploi



■ Programme d'études universitaires général



Si un jeune vous demandait de l'aider à choisir entre un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage et un programme d'études universitaires général, quel parcours l'encourageriez-vous à suivre (en supposant que l'élève est capable de suivre les deux)?

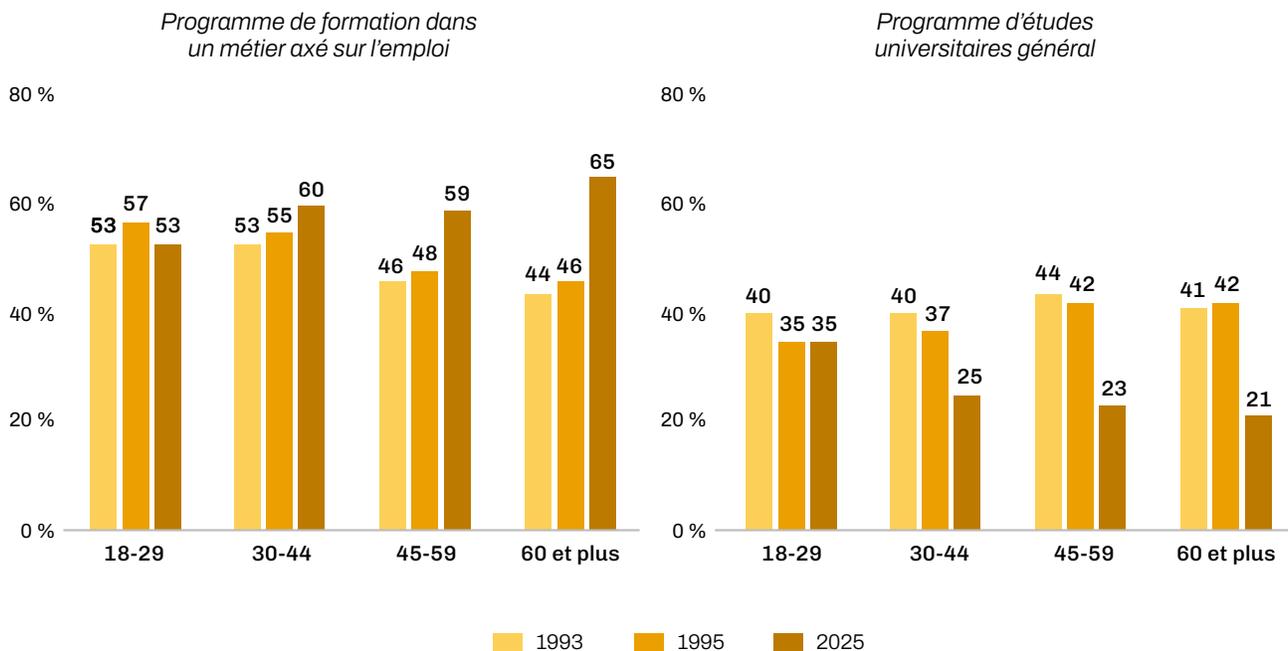
Les Canadiens et les Canadiennes de tous les groupes d'âge recommanderaient à un jeune un programme de formation dans un métier ou en apprentissage axé sur l'emploi plutôt qu'un programme d'études universitaires général. En revanche, les membres du groupe d'âge le plus jeune (18 à 29 ans) sont plus susceptibles que ceux des groupes plus âgés de privilégier le programme universitaire (35 p. 100), ce qui représente un changement par rapport à la situation d'il y a 30 ans. Les préférences des membres des groupes d'âge les plus jeunes n'ont pas changé de façon significative depuis lors, mais il est devenu plus probable que ceux des groupes plus âgés privilégient un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage. Parmi celles âgées de 60 ans et plus, la proportion de personnes qui recommanderaient le programme de formation dans un métier ou en apprentissage a bondi de 46 p. 100 en 1995 à 65 p. 100 en 2025.



GRAPHIQUE 3

Les Canadiens et les Canadiennes âgés privilégient de plus en plus la formation dans les métiers plutôt qu'un programme universitaire

Selon le groupe d'âge



Si un jeune vous demandait de l'aider à choisir entre un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage et un programme d'études universitaires général, quel parcours l'encourageriez-vous à suivre (en supposant que l'élève est capable de suivre les deux)?

Source pour 1993 et 1995 : Environics Focus Canada

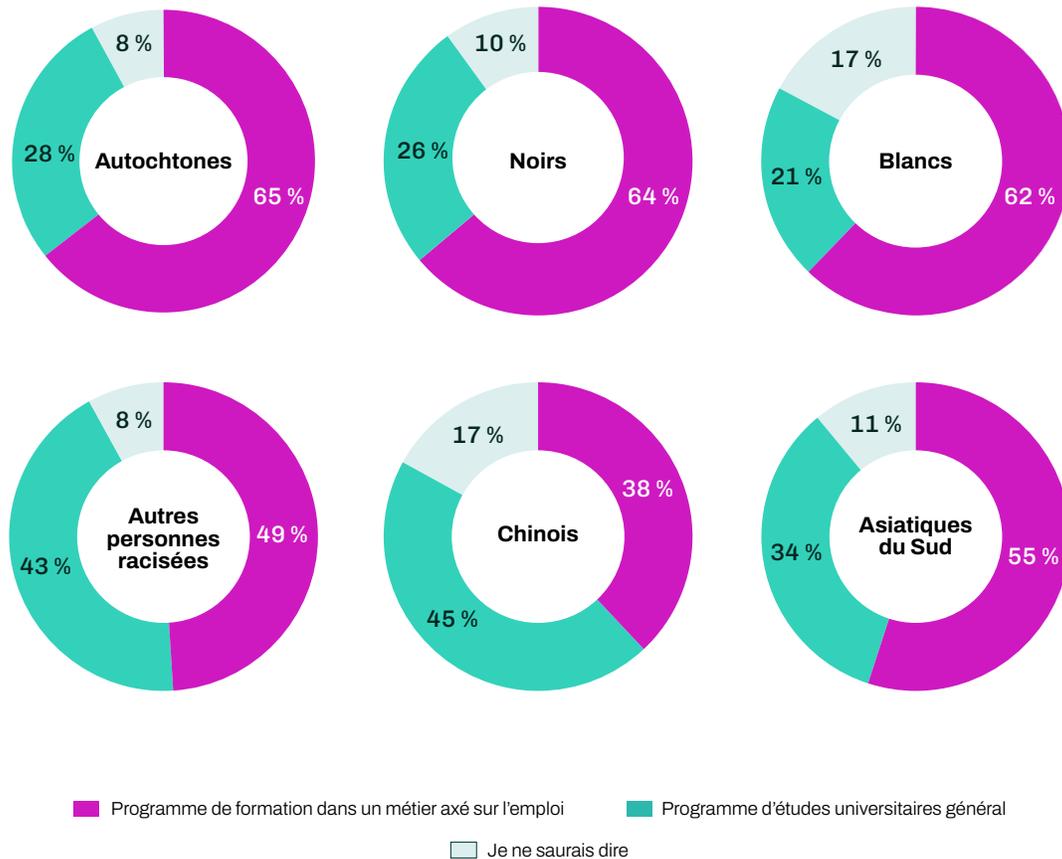
Les préférences varient également selon l'identité autochtone et raciale. Statistique Canada rapporte que les peuples autochtones sont actuellement légèrement surreprésentés parmi les gens de métiers, leur participation ayant doublé entre 2016 et 2021 pour atteindre 5,8 p. 100, alors qu'ils représentent 4,2 p. 100 de la main-d'œuvre totale. Parmi les métiers Sceau rouge, les personnes racisées représentent 18,2 p. 100 des travailleurs dans les métiers spécialisés, les personnes handicapées 13,8 p. 100 et les immigrants 19,2 p. 100. Les personnes les plus susceptibles de recommander un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage

plutôt qu'un programme d'études universitaires général à un jeune comprennent les personnes autochtones (65 p. 100), celles qui se définissent comme noires (64 p. 100) et celles qui ne sont pas racisées (62 p. 100). La probabilité de recommander un programme de formation dans un métier est légèrement inférieure à la moyenne parmi les personnes qui se définissent comme étant sud-asiatiques (55 p. 100) et bien plus faible parmi celles qui s'identifient comme étant chinoises (38 p. 100). Les Canadiens chinois sont le seul groupe identitaire ayant davantage tendance à recommander l'université (45 p. 100) plutôt qu'un programme de formation dans un métier.

GRAPHIQUE 4

Les personnes autochtones (65 %) et celles qui se définissent comme noires (64 %) sont plus susceptibles de recommander un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage plutôt qu'un programme d'études universitaires général

2025, selon l'identité raciale ou autochtone



Si un jeune vous demandait de l'aider à choisir entre un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage et un programme d'études universitaires général, quel parcours l'encourageriez-vous à suivre (en supposant que l'élève est capable de suivre les deux)?

Les Canadiens et Canadiennes de troisième génération (ou plus) (62 p. 100) sont plus susceptibles que les immigrants de deuxième (58 p. 100) ou de première génération (53 p. 100) de recommander à un jeune de suivre un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage. Inversement, les Canadiens et les Canadiennes de première (33 p. 100) et de deuxième génération (30 p. 100) ont plus de chances de recommander un programme d'études universitaires général, par rapport à leurs compatriotes de troisième génération (ou plus) (22 p. 100).

La probabilité que les résidents des provinces des Prairies (65 p. 100) et des provinces maritimes (65 p. 100) recommandent un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage est un peu plus élevée que la moyenne nationale. À Terre-Neuve-et-Labrador (50 p. 100) et au Québec (55 p. 100), la proportion de personnes qui partagent cette opinion est inférieure à la moyenne.

Des métiers spécialisés synonymes de bons emplois

Une des raisons pour lesquelles de nombreux Canadiens et Canadiennes privilégient le programme de formation dans un métier axé sur l'emploi réside probablement dans la perspective que ce type de formation mène à un bon emploi. Le sondage révèle qu'une large majorité de Canadiens et de Canadiennes (77 p. 100) partagent l'avis qu'« un jeune qui apprend un métier spécialisé est certain de trouver un bon emploi qui paie bien ».

Cette conviction est répandue dans tous les groupes d'âge, mais elle augmente un peu avec l'âge, passant de 70 p. 100 chez les 18 à 29 ans à 84 p. 100 chez les 60 ans et plus.

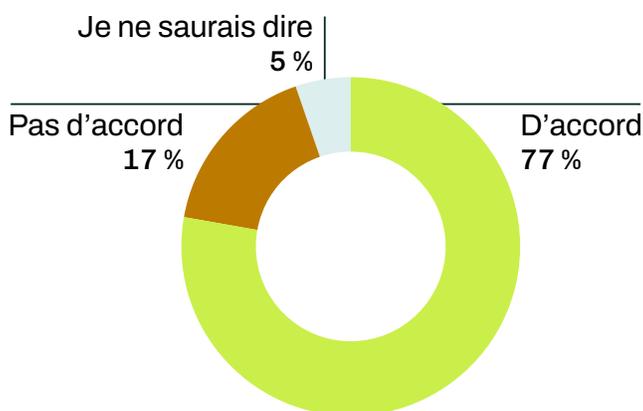
Les personnes de tous niveaux d'études sont également majoritairement d'accord avec cette affirmation, les diplômés universitaires étant les premiers convaincus que les métiers s'avèrent payants. Cette adhésion est légèrement plus élevée chez les titulaires d'un grade universitaire (82 p. 100) ou d'un diplôme collégial (82 p. 100), par rapport aux personnes dont le titre de compétences sanctionne une formation dans un métier ou en apprentissage (73 p. 100).



GRAPHIQUE 5

Les Canadiens et les Canadiennes sont nombreux à penser que les métiers spécialisés mènent à de bons emplois, y compris les diplômés universitaires

« Un jeune qui apprend un métier spécialisé est certain de trouver un bon emploi qui paie bien »



Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas trop d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes :

Les résidents des territoires (91 p. 100) sont les plus susceptibles d'être d'accord pour dire qu'une personne qui apprend un métier spécialisé est certaine de trouver un emploi qui paie bien¹. Le taux d'accord est le plus bas à Terre-Neuve-et-Labrador (61 p. 100) et au Nouveau-Brunswick (70 p. 100), bien qu'il soit largement admis, même dans ces provinces, que les métiers peuvent conduire à des emplois bien rémunérés.

Les hommes (77 p. 100) et les femmes (78 p. 100) affichent la même probabilité d'être d'accord pour affirmer qu'une personne qui apprend un métier spécialisé est certaine de trouver un emploi qui paie bien.

Les immigrants de première génération (82 p. 100) sont légèrement plus susceptibles que les immigrants de deuxième génération (75 p. 100) ou les Canadiens et Canadiennes de troisième génération ou plus (77 p. 100) d'être d'accord avec l'affirmation.

L'importance d'une formation collégiale ou universitaire

Le fait que les Canadiens et les Canadiennes ont tendance à avoir une opinion positive de la formation dans les métiers spécialisés ne signifie pas nécessairement qu'ils ont une opinion négative quant à la valeur des autres parcours de formation postsecondaire, comme les études universitaires. Même si la majorité des personnes interrogées dans le cadre du sondage ont indiqué qu'elles conseilleraient à un jeune de suivre un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage, elles sont majoritairement (60 p. 100) d'accord pour dire que « de nos jours au Canada, un jeune ne peut pas escompter décrocher un bon emploi sans diplôme collégial ou grade universitaire ». Elles sont beaucoup moins nombreuses à ne pas être d'accord (34 p. 100), tandis que 6 p. 100 d'entre elles n'expriment aucune des deux opinions.

1 Lorsqu'ils font l'objet d'un rapport distinct, les résultats dans les territoires ne sont pas pondérés.

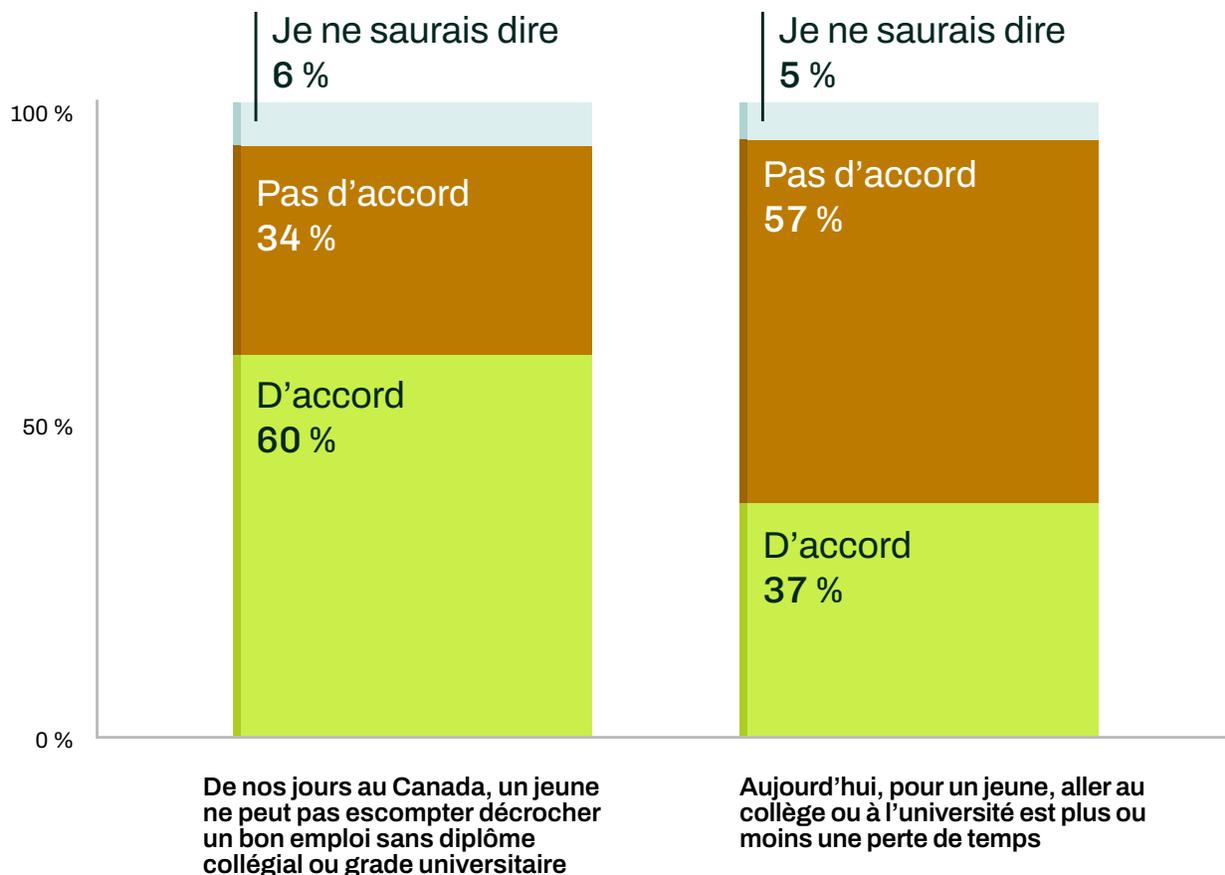
La proportion de personnes qui sont d'accord est semblable chez des personnes de niveaux d'études différents, soit 58 p. 100 de celles qui n'ont pas fait d'études postsecondaires, 60 p. 100 de celles qui possèdent un titre de compétences sanctionnant une formation dans un métier ou en apprentissage, 64 p. 100 de celles qui ont un diplôme collégial et 61 p. 100 de celles qui ont un grade universitaire.

Dans le même ordre d'idées, une majorité de Canadiens et de Canadiennes (57 p. 100) ne sont pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle « aujourd'hui, pour un jeune, aller au collège ou à l'université est plus ou

moins une perte de temps », même si dans ce cas, une minorité notable (37 p. 100) est d'accord. Les 6 p. 100 restants n'ont exprimé aucune des deux opinions. Le taux de personnes qui ne sont pas d'accord est le plus élevé parmi celles qui sont elles-mêmes titulaires d'un grade universitaire (66 p. 100). Toutefois, la majorité des personnes qui n'ont pas fait d'études postsecondaires (52 p. 100), de celles qui possèdent un titre de compétences sanctionnant une formation dans un métier ou en apprentissage (52 p. 100) et de celles qui ont un diplôme collégial (58 p. 100) ne sont pas non plus d'accord.

GRAPHIQUE 6

Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas trop d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes :



Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas trop d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes :

La proportion de personnes d'avis qu'un jeune a besoin d'un diplôme collégial ou d'un grade universitaire pour décrocher un bon emploi reste inchangée (à 60 p. 100) depuis que la question a été posée pour la première fois en 2023. Pourtant, la proportion de celles estimant que le collège ou l'université est plus ou moins une perte de temps a légèrement augmenté, passant de 32 p. 100 en 2023 à 37 p. 100 en 2025.

Les femmes ont 5 p. 100 moins de chances que les hommes d'être d'accord pour affirmer qu'un jeune a besoin d'un diplôme ou d'un grade pour décrocher un bon emploi (63 p. 100 contre 58 p. 100), et 8 p. 100 moins de chances de convenir qu'aller au collège ou à l'université est plus ou moins une perte de temps (33 p. 100 contre 41 p. 100).

Dans chaque province, une majorité de Canadiens et de Canadiennes conviennent qu'un jeune ne peut pas décrocher un bon emploi sans diplôme collégial

ou grade universitaire, dans une fourchette allant d'un minimum de 54 p. 100 en Colombie-Britannique et en Saskatchewan à un maximum de 65 p. 100 en Ontario. Les opinions sont plus équitablement partagées dans le Nord, où 47 p. 100 et 50 p. 100 des personnes ne sont pas d'accord².

La différence d'opinions est plus importante entre les provinces concernant le fait qu'aller au collège ou à l'université est plus ou moins une perte de temps. Le nombre de personnes considérant qu'il ne s'agit pas d'une perte de temps est le plus élevé au Québec (65 p. 100), à Terre-Neuve-et-Labrador (63 p. 100) et en Alberta (61 p. 100). La proportion de personnes d'accord avec cette affirmation est la plus importante dans les Maritimes (43 p. 100) et en Colombie-Britannique (41 p. 100). Une fois encore, le Nord se distingue : 80 p. 100 des résidents de la région ne sont pas d'accord, contre seulement 18 p. 100 qui sont d'accord³.

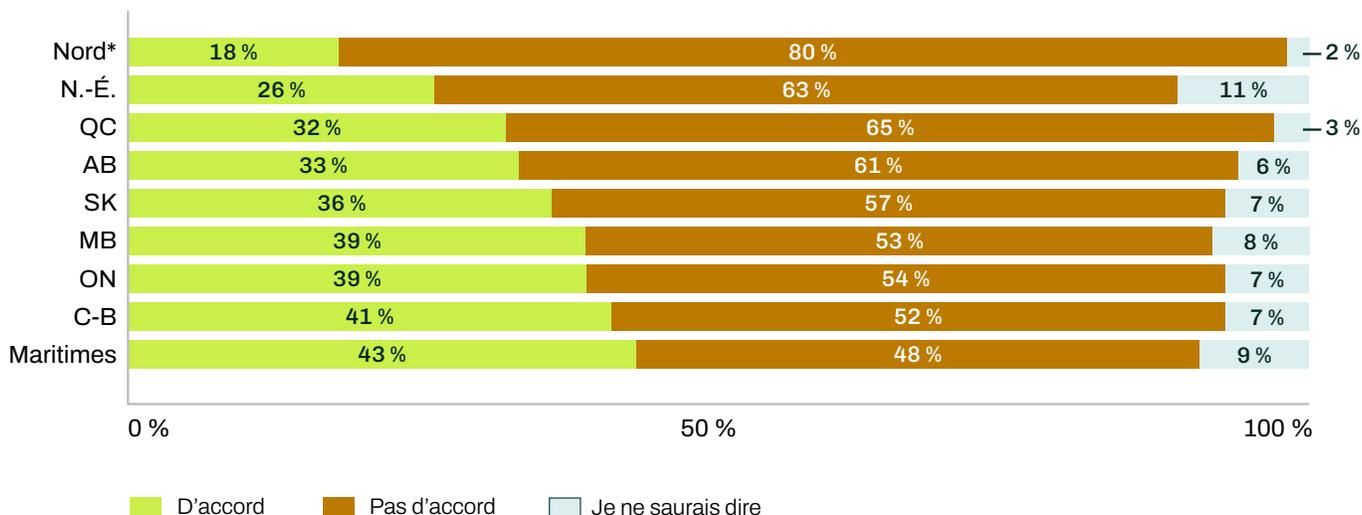


2 Lorsqu'ils font l'objet d'un rapport distinct, les résultats dans les territoires ne sont pas pondérés.

3 Lorsqu'ils font l'objet d'un rapport distinct, les résultats dans les territoires ne sont pas pondérés.

GRAPHIQUE 7

Le collège ou l'université sont-ils une perte de temps? Les opinions varient selon la région
Selon la région



Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas trop d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes : Aujourd'hui, pour un jeune, aller au collège ou à l'université est plus ou moins une perte de temps

* Lorsqu'ils font l'objet d'un rapport distinct, les résultats dans les territoires ne sont pas pondérés.

Les personnes qui conseilleraient à un jeune de suivre un programme d'études universitaires général plutôt qu'un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage sont, sans surprise, plus susceptibles que la moyenne de partager l'avis qu'un jeune ne peut pas escompter décrocher un bon emploi sans diplôme collégial ou grade universitaire (70 p. 100, par rapport à une moyenne de 60 p. 100). Il est toutefois notable que 30 p. 100 des personnes qui recommandent un programme universitaire pour un jeune estiment qu'« aujourd'hui, pour un jeune, aller au collège ou à l'université est plus ou moins une perte de temps ». Cette contradiction apparente reflète probablement une opinion fondée sur les exigences actuelles des employeurs en matière de titres de compétences, plutôt que sur la valeur des apprentissages en classe. De prochaines études pourront continuer d'examiner ces attitudes à l'égard de la formation dans les métiers spécialisés et des autres formes d'enseignement postsecondaire afin de mieux aligner le nombre de diplômés sur la demande au sein du marché du travail.

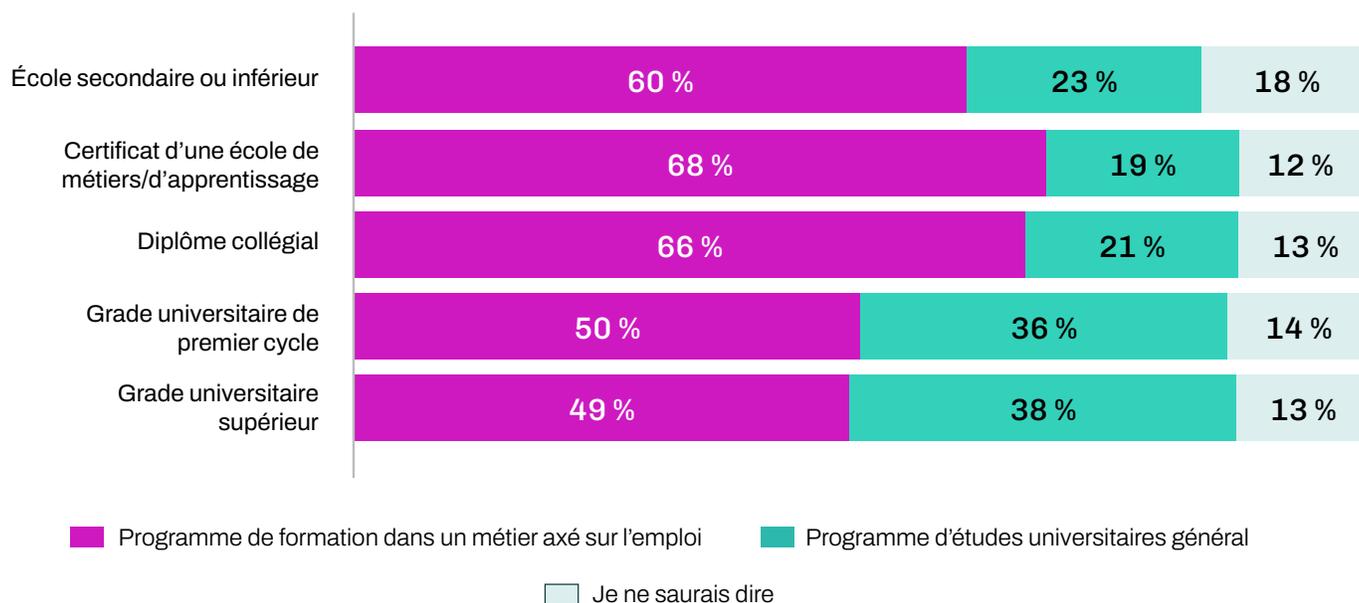


Annexe

GRAPHIQUE 2A

Programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage contre programme d'études universitaires général : lequel recommander?

2025, selon le niveau d'études

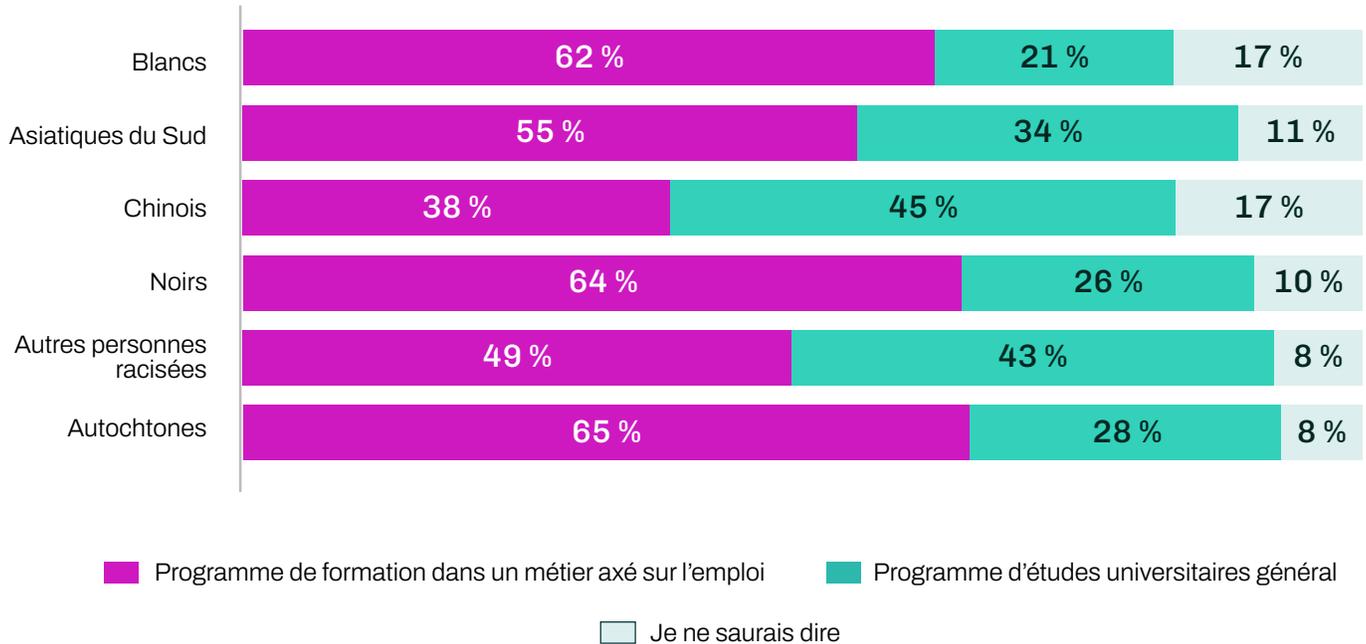


Si un jeune vous demandait de l'aider à choisir entre un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage et un programme d'études universitaires général, quel parcours l'encourageriez-vous à suivre (en supposant que l'élève est capable de suivre les deux)?

GRAPHIQUE 4A

Programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage contre programme d'études universitaires général : lequel recommander?

2025, selon l'identité raciale ou autochtone

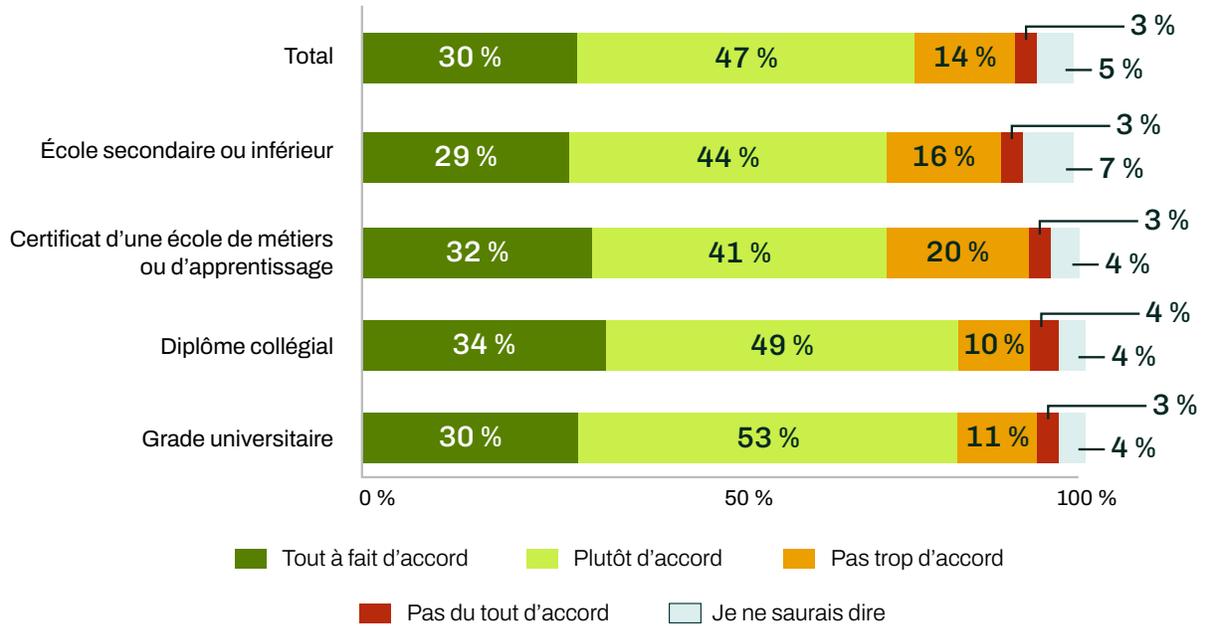


Si un jeune vous demandait de l'aider à choisir entre un programme de formation axé sur l'emploi dans une école de métiers ou en apprentissage et un programme d'études universitaires général, quel parcours l'encourageriez-vous à suivre (en supposant que l'élève est capable de suivre les deux)?

GRAPHIQUE 5A

Perspectives d'emploi dans le secteur des métiers spécialisés

« Un jeune qui apprend un métier spécialisé est certain de trouver un bon emploi qui paie bien »



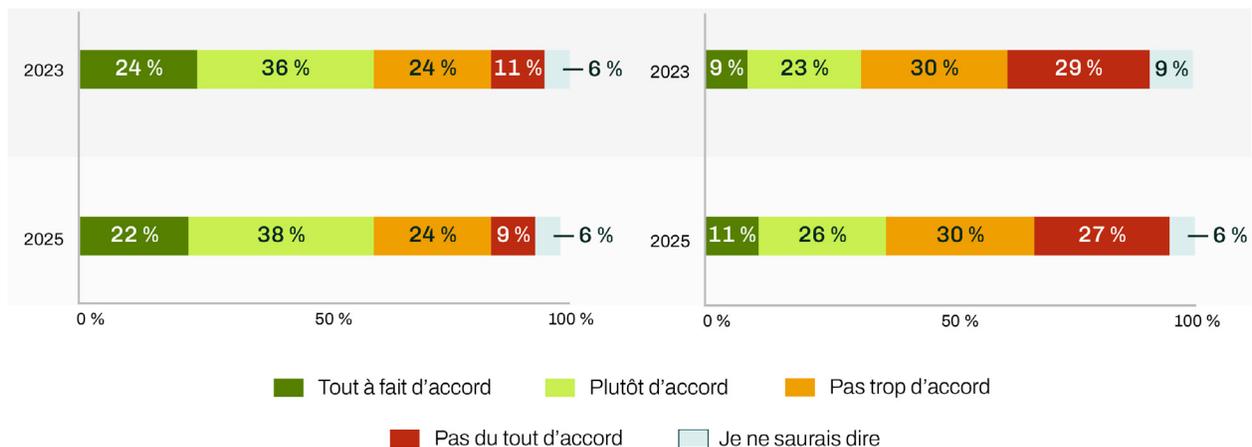
Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas trop d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes :

GRAPHIQUE 6A

Avantages d'un diplôme collégial ou d'un grade universitaire

« De nos jours au Canada, un jeune ne peut pas escompter décrocher un bon emploi sans diplôme collégial ou grade universitaire »

« Aujourd'hui, pour un jeune, aller au collège ou à l'université est plus ou moins une perte de temps »



Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas trop d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes :



À propos du Sondage sur l'emploi et les compétences

Le [Sondage sur l'emploi et les compétences](#) est réalisé par l'[Environics Institute for Survey Research](#), en partenariat avec le [Diversity Institute de l'Université métropolitaine de Toronto \(Toronto Metropolitan University\)](#) et le [Centre des Compétences futures](#). La 8^e vague du sondage récurrent de 5 603 adultes canadiens a été menée en ligne (dans les provinces) et par téléphone (dans les territoires) entre le 12 mars et le 15 avril 2025.

Pour plus de détails sur la méthodologie de l'enquête et les résultats détaillés, consultez le site web de l'Environics Institute à l'adresse suivante <https://www.environicsinstitute.org/projects/listing/-in-tags/type/survey-on-employment-and-skills>.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Dr Andrew Parkin

Directeur général, Environics Institute

andrew.parkin@environics.ca

905-464-3853

**Environics
Institute**
For Survey Research



L'[Environics Institute](#) pour la recherche par sondage mène des recherches sociales et d'opinion publique pertinentes et originales liées à des questions touchant les politiques publiques et le changement social. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les organisations et les gens peuvent mieux comprendre le Canada d'aujourd'hui, la façon dont il évolue et son avenir possible.

**Future Skills
Centre** Centre des
**Compétences
futures**



Le [Centre des Compétences futures \(CCF\)](#) est un centre de recherche et de collaboration avant-gardiste qui se consacre à l'innovation dans le domaine du développement des compétences afin que toutes les personnes au Canada soient prêtes pour l'avenir du travail. Nous travaillons en partenariat avec des personnes chargées de l'élaboration des politiques, des personnes chargées de la recherche, des spécialistes, des employeurs et des travailleuses et travailleurs, ainsi qu'avec des établissements d'enseignement postsecondaire, afin de résoudre les problèmes urgents du marché du travail et de veiller à ce que chacun puisse bénéficier de possibilités pertinentes d'apprentissage tout au long de la vie. Nous sommes fondés par un consortium dont les membres sont l'Université métropolitaine de Toronto, Blueprint et le Conference Board of Canada, et nous sommes financés par le [Programme du Centre des compétences du gouvernement du Canada](#).

**TED
ROGERS
SCHOOL
OF MANAGEMENT** | **DiVERSITY
INSTITUTE**



Le [Diversity Institute](#) mène et coordonne des recherches multidisciplinaires et multipartites pour répondre aux besoins des Canadiens et des Canadiennes de tous les horizons, à la nature changeante des aptitudes et des compétences, et aux politiques, mécanismes et outils qui favorisent l'inclusion et la réussite économiques. Notre approche axée sur l'action et fondée sur des données probantes fait progresser la connaissance des obstacles complexes auxquels font face les groupes sous-représentés ainsi que des pratiques exemplaires pour induire des changements et produire des résultats concrets. Le Diversity Institute dirige des recherches pour le Centre des Compétences futures.

Canada

Le *Sondage sur l'emploi et les compétences* est financé par le [Centre des Compétences futures](#) du gouvernement du Canada.

Les opinions et interprétations contenues dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Date de publication:

Septembre 2025

